

Nucléaire Exercice d'évacuation laborieux à Nogent-sur-Seine

« J'EN COMPRENDS pas. Les cars devaient être là à 14 heures. Il est 14 h 45 et il n'y a toujours personne. »

L'impatience de cet habitant de La Saulsotte (Aube), petit village de 500 habitants, se ressentait chez tous ses voisins hier après-midi.

Il faut dire que ce village se préparait depuis des mois à vivre cette évacuation pour cause de menace nucléaire, une première en France. Cette action avait été décidée conjointement avec la préfecture de l'Aube et la direction de la centrale nucléaire EDF de Nogent-sur-Seine.

Un simple exercice, qui a débuté hier matin par un incident fictif à la centrale : celle-ci, censée être en « surchauffe », se trouvait sur le point de lâcher des gaz radioactifs — fictifs.

L'opération en « grandeur réelle » s'est poursuivie l'après-midi par l'évacuation du village. Personne ne connaissait le scénario qui allait se jouer au long de cette journée.

Les couacs se multiplient tout au long de la journée

Un scénario ponctué d'une succession de fausses notes. La décision d'évacuer le village a été prise par le préfet de l'Aube à 12 h 40. Il en a informé le maire de La Saulsotte à 13 h 5. Et, à 14 h 50, les pompiers donnaient l'ordre aux villageois de se réunir aux points de ralliement pour... 14 h 30 !

Situation cocasse qui a amusé les habitants de La Saulsotte. Ceux qui ont pu entendre l'appel en tout cas. « On a le temps d'y passer », finissait par plaisanter un habitant. Autre couac, les pastilles d'iode à avaler en cas de contamination atmosphé-



LA SAULSOTTE (AUBE), HIER.

L'exercice de simulation d'une catastrophe nucléaire a permis de tester en grandeur nature le plan d'intervention. (L.P.) JEAN BAPTISTE EVRARD

rique n'ont jamais été distribuées.

En attendant, on tue le temps comme on peut dans le village. L'institutrice fait réciter aux enfants les dernières précautions à prendre, alors que le moment de l'évacuation approche. Finalement, les cars arrivent à 14 h 55. Tout le monde avance sagement, sans trop savoir où aller... A 15 h 30, le dernier bus quitte le village.

Peut-on considérer cet exercice comme un échec ? Pas satisfaisant,



en tout cas, c'est certain, concédait Michel Pinauld, préfet de l'Aube. Toutefois, le but de cet exercice était bien de se rendre compte sur le terrain d'éventuels dysfonctionnements de notre Plan particulier d'intervention. Nous avons été confrontés à un vrai problème, à savoir évacuer 500 personnes. C'est donc un exercice instructif »

Les habitants, eux, ont pu regagner leurs demeures vers 17 heures.

MICKAËL BOSREDON

Douze ans ! Il aura fallu attendre douze ans pour qu'un exercice de simulation d'accident ait lieu autour de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Il y a déjà plus d'une décennie que le premier réacteur a été mis en service. C'était en octobre 1987. Mais jusqu'à présent, jamais encore une opération d'évacuation, pour faire face à une éventuelle fuite radioactive dans l'atmosphère, ne s'était encore produite.

La petite commune de La Saulsotte, située à cinq kilomètres des deux tours de refroidissement, a essayé hier les plâtres. Ce ne fut pas brillant. Alors que le préfet de l'Aube avait ordonné à 12 h 40 le départ de toute la population, les villageois n'ont été informés de sa décision que deux heures après. Des pastilles d'iode devaient être distribuées aux habitants, pour ceux ayant égaré celles qui leur ont été fournies il y a déjà quelques années. Elles ne l'ont jamais été.

Le bilan de cet exercice n'est guère positif. Cette première a plus inquiété que rassuré. À l'évidence, en cas d'accident grave sur un réacteur nucléaire, la France n'est pas prête à y faire face. Entre le déclenchement du plan particulier d'intervention et son application concrète, trop de temps précieux a été perdu.

Il faut dire que l'on ne change pas du jour au lendemain les habitudes et les mentalités. Pendant des années, on a affirmé aux Français que le nucléaire civil ne représentait aucun danger, qu'ils n'avaient aucune inquiétude à nourrir. De ce fait, pour les Aulois comme pour les autres, une centrale atomique est devenue presque une entreprise comme une autre. Ils voient surtout en elle les emplois et la manne financière qu'elle représente.

Aujourd'hui, le ton change. Voilà que, subitement, on laisse comprendre aux riverains des réacteurs qu'il peut y avoir un danger. Car cet exercice de simulation constitue avant tout un aveu. Il peut très bien se produire un jour un problème grave sur une centrale nucléaire en France, à Nogent ou ailleurs. L'accident récent intervenu au Japon, à Tokaimura, l'a montré. Même un pays riche n'est pas à l'abri d'une dispersion de produits radioactifs dans l'environnement, suite à des fautes humaines.

À la différence du Japon, le nucléaire ne se trouve pas en France dans les mains d'entreprises privées. On peut penser aussi que la sécurité l'emportera toujours sur la pression de la rentabilité, que l'Hexagone est moins vulnérable dans ce domaine que le pays du Soleil Levant. Mais ce n'est pas pour cela qu'un accident ne se produira jamais chez nous. Même s'il a révélé des dysfonctionnements inquiétants, l'exercice d'hier de La Saulsotte a eu mérite d'exister. Il représente déjà un progrès vers plus de transparence. A condition que l'on en tire les enseignements.

Jorge D'HULST

LA SAULSOTTE

Les échos

La Seine-et-Marne en avance
Les gendarmes de Seine-et-Marne sont allés un peu vite en besogne en bouclant à 12 heures au lieu de 13 heures 30 le périmètre entourant la zone. Ces barrages dressés près de Chalaautre-la-Grande, à la hauteur du hameau de Fouchères, ont occasionné quelque désagrément chez les automobilistes, à la fois surpris et circonspects devant ce dispositif qui n'aura pas fait que des heureux nous a-t-on dit.

Des portables en rade
Pas vraiment facile de communiquer à La Saulsotte. Les journalistes et les élus qui s'étaient déplacés avec portable en ont fait les frais. Une lacune difficilement supportable d'autant que la seule cabine téléphonique du bourg n'était pas en mesure de satisfaire tout ce petit monde. Heureusement, la ligne de la mairie, elle fonctionnait même si certains auraient souhaité qu'elle fonctionne un peu plus, notamment avec les services de l'état...

La directrice de l'école bloquée
Entre midi et deux la directrice de l'école de La Saulsotte a été bloquée dans sa voiture, à Resson, par des gendarmes également. Mais bien avant l'heure dite. De quoi lui occasionner quelques frayeurs d'autant qu'elle avait à s'occuper des bambins, invités eux aussi, à rejoindre les cars pour un exercice dont ils garderont, c'est sûr, un excellent souvenir. Eux.

Sans eux
Les conseillers généraux du département se trouvaient hier sous d'autres cieux, ceux de la sous-Charente-Maritime. Un voyage d'études afin de mieux cerner tout ce qui à trait aux notions de pays. L'Aube pourrait être ainsi scindée en plusieurs identités géographiques recouvrant des régions comme le Nogentais ou le pays d'Othe. Un voyage qui aurait intéressé Gérard Ancelin et Jean-Michel Chevrier, dont on sait l'attachement qu'ils portent à leurs terres. Mais hier, il leur aurait été bien difficile de ne pas se trouver à La Saulsotte.

Le film de la journée

7 h 55 : une nappe d'hydrocarbure véhiculée par la Seine, bouche la station de pompage de la centrale de Nogent et bloque le système de refroidissement. La perte de source froide nécessaire entraîne le déclenchement du PUI, plan d'urgence interne, en raison d'une possibilité non nulle de rejets radioactifs.

De 8 heures à 11 heures : le préfet ayant été immédiatement prévenu, l'incident monte en puissance.

À 10 h 11 : une brèche primaire se déclare dans le circuit qui refroidit le cœur du nucléaire.

11 h 00 : le préfet déclenche le PPI Plan particulier d'intervention car le risque est de niveau 3 (risque d'incidences externe à la centrale).

12 h 15 : premier pronostic de fusion du cœur annoncé pour 17 heures par la centrale, traduit par 15 heures par la Préfecture.

13 h 00 : s'appuyant sur le pronostic d'alarme confirmé, le préfet décide l'évacuation de la Saulsotte, les vents dominants se dirigeant vers le village en début d'après-midi.



15 h 05 : le village est évacué.

16 h 00 : La CNPE ayant reçu des confirmations des employés de la maintenance ayant rendu à nouveau la tranche sûre, le PUI est arrêté. Le préfet demande le retour des cars qui étaient allés se réfugier à Romilly, au collège Le Noyer-Marchand.

17 h 00 : retour du dernier car. Le PPI est levé.